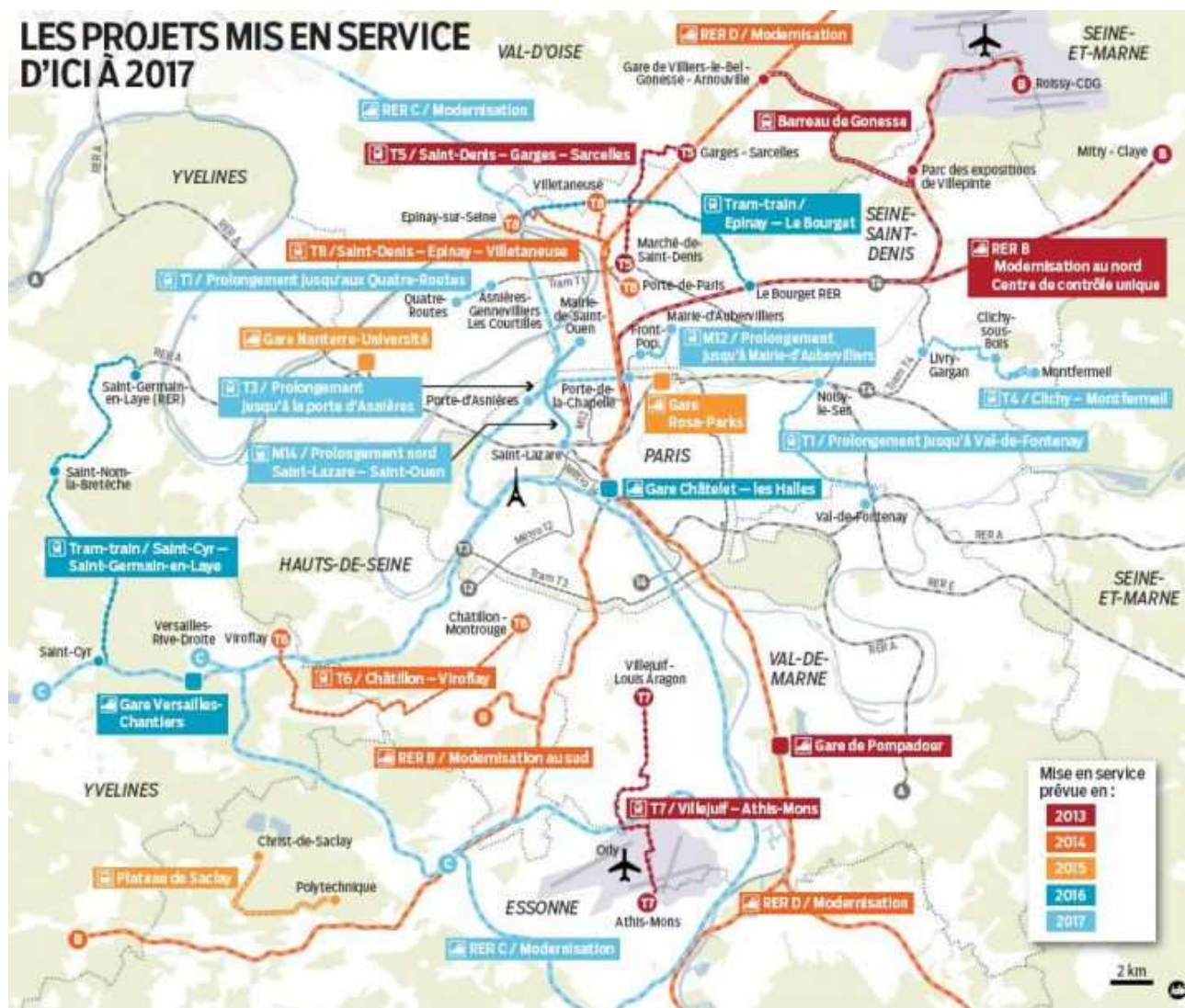


Trains, RER, trams : les chantiers qui vont vous changer la vie

L'Etat et la région signent aujourd'hui un plan sans précédent destiné à rénover les réseaux ferrés de l'Ile-de-France, proches de la rupture.

Louis Moulin | Publié le 19.07.2013, 07h14 Le Parisien

Alors que le drame de Brétigny a tragiquement mis en lumière la vétusté des réseaux de transport ferrés en Ile-de-France, l'Etat et la région signent aujourd'hui un accord sans précédent pour moderniser les transports en commun franciliens. Un « plan de mobilisation 2013-2017 » de 6 Mds€, élaboré bien avant la catastrophe, qui s'inscrit dans le cadre du Nouveau Grand Paris présenté en mars par le premier ministre Jean-Marc Ayrault.



Rénovation de lignes de RER, prolongements de tramways, plan bus... 42 projets doivent bénéficier de l'enveloppe

« C'est un accord essentiel, se réjouit Jean-Paul Huchon, le président PS de la région Ile-de-France. On n'aurait pas signé pour le Grand Paris s'il n'y avait pas eu ce plan de mobilisation. »

Impossible en effet d'expliquer aux 8,5 millions de Franciliens, usagers, et souvent galériens, quotidiens des transports, qu'il fallait attendre 2030 et la mise en service complète du Grand Paris Express pour voir la situation s'améliorer. Un tiers de ce plan, soit 2 Mds€, provient d'ailleurs des caisses de la Société du Grand Paris (SGP). L'Etat ajoute par ailleurs 1 Md€ à ce plan de mobilisation complété essentiellement par la région (2,5 Mds€) et les départements.

Trouver l'argent

« Six milliards en cinq ans, c'est plus de deux fois ce qu'on investissait avant sur la même période », calcule Jean-Paul Huchon. Une manne qui fait figure de rattrapage aux yeux du président de la région. « Pendant une trentaine d'années, il y a eu un investissement privilégié sur les grandes lignes au détriment des transports du quotidien », dénonce-t-il. Pour trouver l'argent, la Société du Grand Paris mobilise une partie des 3 Mds€ qu'elle a dû économiser sur le réseau du Grand Paris Express, budgété à 26 Mds€. Un tiers de la somme vient d'un raccourcissement des quais des lignes 16 et 17 du futur supermétro. Enfin, des économies substantielles seraient réalisées sur les 72 gares du futur réseau.

Huchon : l'amélioration des transports d'IDF représentent "57.000 emplois induits d'ici 5 ans"

publié le 19/07/2013 à 17:30, mis à jour à 17:30

PARIS (France), 19 juil 2013 - Les 42 chantiers prévus dans le vaste plan d'amélioration des transports du quotidien en Ile-de-France représentent "57.000 emplois induits d'ici cinq ans", a déclaré vendredi Jean-Paul Huchon, président PS de la région Ile-de-France.

M. Huchon s'exprimait à l'occasion de la signature avec le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, d'un protocole de financement de 6 milliards d'euros d'ici à 2017 qui concernent les RER, métros, tramways et bus.

"D'ici cinq ans, 57.000 emplois seront induits par les seuls chantiers du plan de mobilisation", a affirmé M. Huchon. "La région entend accompagner ce mouvement et a donc lancé un diagnostic avec toutes les filières et tous les professionnels pour identifier les besoins de main d'oeuvre", a-t-il ajouté.

Ce diagnostic "sera présenté à l'automne et sera suivi des plans de formation nécessaires", a-t-il assuré.

"La région saisira pleinement les compétences supplémentaires que nous attendons du nouvel acte de décentralisation dans ce domaine. Nous serons, je l'espère, un chef de file actif du développement économique comme de l'innovation", a ajouté M. Huchon, prenant date pour le prochain volet de l'acte III de la décentralisation voulu par le gouvernement.

Sur les 42 chantiers, 30 ont déjà démarré et les autres sont au stade de l'enquête publique (prolongations de lignes de métro, rocades autour de la proche banlieue, dizaines de projets de tramway).

Par ailleurs, le PDG de la RATP, Pierre Mongin, s'est félicité auprès de l'AFP de ce protocole qui "donne une grande visibilité à des projets qui auront un impact rapide pour l'amélioration notamment des RER A et B" pour la partie opérée par sa régie.

M. Mongin a aussi souligné que cela allait permettre financièrement toute une série de prolongations de lignes de métro : "La 11 vers l'Est, remplaçant une branche du Grand Paris Express, la 14 vers Saint-Denis-Pleyel et vers Villejuif, la 4 vers Bagneux, la 12 vers la mairie d'Aubervilliers."

Le plan tramway va aussi bénéficier de cet effet d'accélération : "Aujourd'hui, nous sommes à plus de 500.000 passagers par jour sur le réseau de tramways. En 2016, nous atteindrons le million d'usagers avec la mise en service des T5, T6 et T7", a-t-il précisé, notant qu'"un doublement en trois ans, c'est colossal !"

Rien que pour les chantiers dont la RATP a la maîtrise d'ouvrage, M. Mongin estime que cela représente "5.000 emplois permanents et immédiats et autant en emplois induits pour l'industrie française".

Transports quotidiens en Ile-de-France : Ayrault salue une "étape très importante"

Les Echos 19/07 | 16:26

Jean-Marc Ayrault a qualifié vendredi d'"étape très importante" la signature avec la région Ile-de-France d'un protocole de financement de 6 milliards d'euros d'ici 2017 pour améliorer les transports du quotidien, un des deux piliers du Grand Paris des transports.

"Il faut donner à cette signature toute sa portée : il n'était pas facile de concilier l'ambition du Grand Paris Express (futur métro automatique) avec le Plan de mobilisation (pour les RER, métros existants) et je me

félicite que nous ayons réussi", a déclaré le Premier ministre devant un aréopage de ministres, d'élus franciliens et de dirigeants des opérateurs de transport.

"C'est une étape très importante qui s'inscrit dans une ambition plus vaste. [Le Nouveau Grand Paris s'inscrit dans le nouveau modèle français, celui qui regarde en face les problèmes](#)", a affirmé M. Ayrault.

Le déplacement d'un Premier ministre au conseil régional d'Ile-de-France est une "première", a souligné son président, Jean-Paul Huchon (PS). "Pour moi, c'est normal et légitime de venir", lui a répondu M. Ayrault, "le Grand Paris, l'Ile-de-France est une région qui concourt au développement et à la cohésion du pays". "C'est ensemble que nous pourrions porter le destin de la France", a-t-il ajouté.

M. Ayrault a replacé cette convention dans une "stratégie à l'échelle nationale", développée le 9 juillet et qui donne "la priorité aux transports du quotidien qui concernent chaque mois 80 millions de passagers dans des trains" qui sillonnent la France.

Si le premier objectif est de "remettre en état nos réseaux", le deuxième est de "remplacer tous les trains Intercités".

"Ce n'est pas la fin des grands projets TGV", a-t-il assuré, "ça n'aurait pas de sens", pour autant, "il s'agira de traiter en priorité les points de blocage, c'est-à-dire les grands noeuds ferroviaires", dont un certain nombre sont en Ile-de-France.

Alors que le gouvernement entend relancer "à la rentrée" les négociations de contrats de plan Etat-régions, consigne a été donnée aux préfets "d'aller vite sur le volet +mobilités+, pour conclure si possible (ce chapitre) avant la fin de l'année", a annoncé M. Ayrault.

Le "tragique accident" de Brétigny-sur-Orge, qui a coûté la vie à six personnes il y a tout juste une semaine, a été aussi évoqué, le Premier ministre adressant ses pensées aux victimes et rendant de nouveau un hommage appuyé aux cheminots et à leurs "valeurs", sur lesquelles s'appuiera la future réforme du rail.